

"Projet Daphne" : l'Europe mal à l'aise après les révélations des journalistes

Quatre jours après les premières révélations du "Projet Daphne", sur le travail de la journaliste maltaise assassinée, franceinfo s'intéresse samedi à la réaction des membres de l'Union européenne.



Le siège de la Commission européenne à Bruxelles en Belgique. (MAXPPP)

Quatre jours après les premières révélations du "Projet Daphne"¹, samedi 21 avril, franceinfo s'intéresse à la réaction des membres de l'Union européenne. Les 18 médias internationaux et 45 journalistes (dont la cellule investigation de franceinfo, Le Monde et France Télévisions à travers la société de production Premières lignes), réunis par l'organisation Forbidden Stories² pour reprendre le travail de la journaliste maltaise Daphne Caruana Galizia, assassinée il y a six mois³, ont publié une série de révélations sur la corruption à Malte. Leurs conclusions sont accablantes. Comment l'Europe a-t-elle pu tolérer de telles dérives de la part d'un État membre ?

L'opposition maltaise quitte l'hémicycle

L'équipe internationale de journalistes a notamment montré que le gouvernement maltais avait toléré, voire favorisé, l'installation d'une banque à Malte qui servait quasi-exclusivement à des proches du gouvernement et aux familles d'oligarques azerbaïdjanais⁴, permettant à des fonds d'origine douteuse d'entrer en Europe. Elle a aussi montré toutes les dérives du programme de vente de passeports⁵ que Malte a mis en place. Enfin, il y a eu des révélations sur l'assassinat de la journaliste⁶.

L'enquête souffre de nombreuses fuites. Les policiers n'explorent pas la piste d'un crime commandité par un politique, ce qui n'étonne qu'à moitié l'euro-députée et ancienne magistrate Eva Joly.

¹ <https://mobile.francetvinfo.fr/monde/europe/daphne-project/>

² https://mobile.francetvinfo.fr/monde/europe/video-projet-daphne-18-medias-internationaux-sunissent-pour-poursuivre-les-enquetes-dune-journaliste-maltese-assassinee_2704840.html

³ https://mobile.francetvinfo.fr/monde/europe/malte-en-colere-apres-l-assassinat-d-une-journaliste-anticorruption_2425161.html

⁴ https://mobile.francetvinfo.fr/monde/europe/daphne-project/projet-daphne-comment-les-oligarques-azerbaïdjanais-passent-par-malte-pour-prendre-le-contrôle-d-entreprises-françaises_2710654.html

⁵ https://mobile.francetvinfo.fr/monde/europe/daphne-project/projet-daphne-quand-russes-et-chinois-se-païent-un-passeport-europeen-a-malte-pour-un-million-deuros_2713076.html

⁶ https://mobile.francetvinfo.fr/monde/europe/daphne-project/video-projet-daphne-revelations-sur-l-assassinat-de-la-journaliste-maltese-daphne-caruana-galizia_2709280.html

"Il y a une proximité très grande entre le gouvernement et les enquêteurs qui fait que nous ne pouvons pas faire confiance en l'indépendance des enquêteurs, affirme-t-elle. Ils sont nommés directement par le Premier ministre lui-même. Il y a une certaine crainte, une peur, aussi à Malte d'affronter le pouvoir."

La publication des révélations de l'équipe internationale de journalistes du "Projet Daphne" a suscité une grande émotion à Malte. L'opposition politique a quitté avec fracas l'hémicycle de l'Assemblée nationale mercredi 18 avril. Et puis, des voix s'élèvent pour demander que l'enquête s'intéresse, a minima, au ministre de l'Économie.

L'embarras du commissaire Frans Timmermans

Il y eu également des réactions à l'étranger, notamment chez les euro-députés qui travaillent sur le cas de Malte, à l'instar de l'Allemand Sven Giegold.

"J'ai été vraiment heureux parce que ce projet nous aide beaucoup pour obtenir un changement à Malte", confie-t-il. "Je demande que Schembri et Mizzi, démissionnent et que le programme de vente des passeports soit suspendu."

Keith Schembri et Konrad Mizzi sont deux membres du gouvernement de Joseph Muscat : on sait depuis deux ans qu'ils ont des sociétés offshore qui ont reçu des paiements suspects, mais ils ne démissionnent pas.

Du côté de l'Union européenne, les journalistes ont sollicité une interview avec Frans Timmermans, le commissaire européen en charge de l'État de droit. Il a refusé de répondre. Mais, lors d'une conférence de presse, l'un des journalistes [Jules Giraudat, de France 2] lui a demandé si la Commission européenne comptait prendre des sanctions contre Malte. Sa réponse est un peu embarrassée :

"La Commission suit de près la situation à Malte. Ce n'est certainement pas quelque chose que nous ignorions. Vous me demandez s'il va y avoir des sanctions mais, à ce stade, il n'y a pas d'élément pour justifier des sanctions. Mais, nous surveillons ce dossier et si nous considérons qu'il y a des éléments, alors nous n'hésiterons pas à proposer des sanctions."



<https://www.dailymotion.com/video/x6hz41m>

Ainsi, le Premier ministre maltais n'a pas vraiment de pression politique. Par exemple, lorsque la commission d'enquête européenne sur les "Panama Papers"⁷ a voulu l'entendre, il n'est pas venu. Et puis, lorsque le Parlement européen a organisé un débat sur l'État de droit à Malte, 11 jours après la mort de Daphne Caruana Galizia, Joseph Muscat était à Dubaï en train de faire la promotion du programme de vente de passeports maltais...

Scène de colère incroyable au Parlement européen

En revanche, le 14 juin 2017, il a bien été obligé de venir devant le Parlement européen parce que son pays présidait l'UE à ce moment-là. Ce jour-là, le président allemand de la commission d'enquête sur les "Panama Papers", Werner Langen, s'est franchement énervé :

"Ce n'est pas digne d'un ancien euro-député comme vous et en plus vous présidez l'Union européenne cette année", a-t-il déclaré au Premier ministre maltais qui ricanait sur son siège. "Un tel mépris du parlement, je n'ai jamais vu ça ! Vous devez faire le ménage dans votre pays. Nous n'allons pas vous lâcher. Nous allons nous occuper de votre cas. Vous pouvez rire... Vous ne pourrez pas vous en tirer comme ça !"

Pour l'euro-député allemand Sven Giegold, l'attitude de Joseph Muscat s'explique par le fait qu'il se sente soutenu politiquement au sein de l'UE :

"Au Parlement, la majorité des socio-démocrates et socialistes ont défendu le gouvernement maltais qui fait encore partie de leur groupe politique, mais il y a toujours eu une majorité pour lutter pour plus de démocratie et pour l'État de droit à Malte. En même temps, la Commission européenne a malheureusement défendu le gouvernement Muscat. Et, ils ont déclaré qu'il n'y avait pas vraiment de problème d'État de droit à Malte..."

"Messieurs Juncker [président de la Commission européenne] et Timmermans sont des amis de monsieur Muscat," poursuit l'eurodéputé allemand. "Monsieur Muscat a régulièrement aidé la Commission européenne à trouver des majorités au Conseil. C'est utile d'avoir monsieur Muscat au sein des socialistes."

Aujourd'hui, après ces premières révélations du "Projet Daphne", plusieurs députés demandent à la Commission européenne de réagir, d'autant plus que ces révélations ont montré que l'un des ministres mis en cause avait menti devant une commission d'enquête du Parlement européen.

L'émotion à Malte : "Daphne est une héroïne"

Daphne Caruana Galizia était la seule à faire de telles révélations sur cette île. À tel point d'ailleurs que certains se demandent s'ils n'auraient pas dû plus la soutenir, c'est le cas d'Ivan, un lecteur assidu de son blog.

⁷ <https://mobile.francetvinfo.fr/economie/fraude/panama-papers/>

"Daphne est une héroïne parce que la plupart d'entre nous avaient peur de parler", nous confiait-il il y a un mois à La Valette, la capitale, lors d'une veillée en la mémoire de la journaliste. "Nous l'avons laissée seule et, rétrospectivement, nous nous sentons coupables parce qu'elle était une voix dans le désert, toute seule. Nous aimions écouter ce qu'elle disait, installés confortablement chez nous, mais nous l'avons laissée affronter les risques. Nous ne réalisons pas combien ce qu'elle disait était vrai et combien le pays était à la dérive."

A lire aussi

- VIDÉO. "Projet Daphne" : révélations sur l'assassinat de la journaliste maltaise Daphne Caruana Galizia
- VIDEO. "Projet Daphne" : peu avant de mourir, la journaliste maltaise révélait les sociétés offshore d'un ministre et d'un proche du Premier ministre
- "Projet Daphne" : quand Russes et Chinois se paient un passeport européen, à Malte, pour un million d'euros
- Assassinat d'une journaliste à Malte : l'entourage du premier ministre soupçonné